

## Réformer pour déformer une réalité qui rompt avec le réel...

« Voilà de longues années que les classes dirigeantes françaises se servent du « pouvoir » bruxellois comme d'une sorte d'homme de paille. Il réalise leurs désirs en leur évitant d'être désignés comme responsables. La France sera ainsi sommée par les bureaucrates surpayés, nommés au moyen de procédures opaques, d'effectuer telle ou telle réforme structurelle d'inspiration néolibérale. Les institutions européennes ne sont plus guère qu'une vaste machine carburant à la doctrine panglossienne du libre-échange. », Emmanuel Todd, *Après la démocratie*, 2008

« Au terme de « réforme », ce n'est plus l'idée d'amélioration qui est associée, mais n'importe quelle transformation, pour peu qu'elle épouse les contours de la « modernisation » capitaliste. », Henri Maler, Mathias Reymond, *Médias et mobilisations sociales*, 2007.

Il faudrait que l'on m'explique clairement ce besoin de réformer absolument ce qui n'est pas encore formé !

En 2007, le secteur de la formation aux métiers du social a connu une énième réforme, celle de reconnaître le grade de « diplôme d'Etat » aux métiers qui avaient jusqu'alors pour sanction un « certificat ». Cette même réforme s'est fendu de « référentiels métiers » visant à définir les missions et fonctions de chacun. Puis, elle a subsumé le concept de « compétence ». A partir de cette réforme, qui a à peine sept ans, nous avons dû nous remettre au travail de la pensée et réfléchir au sens que nous allions mettre derrière ces incontournables « compétences ». Pour ma part, je vous dirais, malgré mes réticences et mes doutes de départ, que cela ne fut pas inintéressant et a permis de réaffirmer des valeurs pédagogiques, de réinscrire avec force et conviction la dimension clinique de notre métier, « éducateur spécialisé ». Ce travail d'introspection a permis également de dépasser le sens commun qui tendrait à supposer que nous fassions tous la même chose ! Ce qui peut être vrai dans le quotidien auprès des personnes accueillies mais qui ne l'est pas quant à la pluridisciplinarité, qui demande à ce que nous échangions sur nos observations afin de donner sens à l'intervention socio-éducative. La complémentarité et le débat, issus de nos paroles professionnelles, sont absolument nécessaires à un accompagnement éducatif et social digne des besoins de la personne aux prises avec des difficultés de tous ordres. Sinon... « Toute puissance » et « burn out » sont au rendez-vous des pires inepties.

Alors oui, je peux admettre qu'une réforme dix-sept ans après la dernière, peut avoir de la légitimité, notamment en améliorant la reconnaissance des métiers en les faisant accéder au rang de « diplôme ». Mais en terme de pédagogie et du sens toujours à interroger de l'acte formatif (et non de formatage), la réforme de 2007 n'en est encore qu'à ses balbutiements, même après toutes ces années, il faut du temps pour que l'acculturation à d'autres modèles s'opère, on le voit bien lorsque nous échangeons avec nos collègues de terrain, toute cette nouvelle sémantique, « compétence », « référence », « site qualifiant »,... n'est pas encore tout à fait incarnée et du coup pas toujours non plus, interrogée.

Alors, à quoi bon cette réforme à venir, dans les « starting-blocks », depuis le 13 janvier dernier, et dont les perspectives sont inquiétantes, parce que absconses dans leur intention ?

Drôle d'époque que la nôtre où la réforme constituerait le parangon pour dessiner des perspectives floues. Si l'on se réfère au Petit Robert, la réforme suppose une « *amélioration apportée dans le domaine moral ou social* ». Une acceptation qui se présente sous de bons auspices en ce que la réforme vise une appropriation de ce que la société offrirait de meilleur à la vie en collectivité, par rapport à un état antérieur insatisfaisant. Alors qu'en est-il de ce mouvement réformateur qui envahit notre secteur professionnel depuis quelques années ? En quoi viendrait-il améliorer nos réalités ?

Depuis le 13 janvier, c'est ce qui semble se profiler. Une nouvelle réforme de la formation s'intéresse à nos métiers, elle vise à effacer la spécificité des métiers au profit de niveaux. C'est la question des métiers qui est sacrifiée à celle des emplois. Il ne s'agit plus de parler de culture et de transmission de l'histoire mais davantage d'employabilité et de taux de chômage, obsession des politiques comptables. Ce constat est d'importance car il n'est pas sans conséquence quant à cette fièvre réformatrice qui, loin de viser une quelconque amélioration du réel, tend à le brouiller et à le déformer davantage et je rejoins ici, le propos de Gabrielle Garrigue, « *Nous regrettons l'absence d'objectif clair assigné à cette réforme. Que veut-on faire exactement ? Mystère.* »<sup>1</sup>... Cette fameuse transparence démocratique opaque ! De sorte que la vertu première du secteur ne serait plus d'interroger la posture politique de nos métiers mais plutôt de triturer sans cesse des procédures qui se veulent libérales et non libératrices et édifiées dans un « entre soi », qui a la témérité de temps à autre, de nous causer de démocratie participative ! Parce que nous en sommes là (encore et toujours). La vérité du chiffre et son influente réification de la réalité fait abstraction du réel, omettant que « *le calcul monétaire ne saurait évaluer bien-être et mal-être.* »<sup>2</sup> Alors

<sup>1</sup> Gabrielle Garrigue, « *Les éducateurs sont en train de reprendre la parole* », entretien paru dans tsa-quotidien.fr, le 5 mai 2014

<sup>2</sup> Edgar Morin, *La voie, pour l'avenir de l'humanité*, éd. Fayard, 2011, p.259

cette vérité, selon laquelle les jeunes aujourd'hui se perdraient à ne plus savoir s'orienter vers le choix d'un métier dans le secteur médicosocial tel qu'il est composé aujourd'hui, et dont on ne sait quelle est l'assise scientifique de cette fameuse vérité énoncée par quelques-uns, nous devenons les spectateurs d'une métamorphose, qui se voudrait irréversible, de nos cultures.

Alors qu'il y a-t-il d'inquiétant dans la réforme aujourd'hui ?

Elle est d'abord entrée dans un langage coutumier, tant et si bien que nous nous trouvons privés d'en interroger le sens et la vertu première. Elle se démultiplie en un nombre de passages à l'acte incalculables, dont les auteurs seraient des gens qui s'autoriseraient à penser à la place des praticiens et de ceux qui vivent dans leur chair, le malheur social, le handicap, la pathologie, la précarité financière... Ils s'autoproclament « experts », ils font et défont les procédures auxquelles nous devons sans cesse nous adapter, jusqu'à en perdre le sens de nos pratiques professionnelles. A coups de « il faut », « il faudrait », ils assènent leurs théories infondées, parce que bien éloignées de notre rapport au monde. Et si nous nous essayons à la controverse, ils nous promettent la « catastrophe » !

Et bien, je m'inscris ici en faux quant à toutes ces velléités de changements incessants et qui ne sont le fait que de quelques-uns.

Le changement est celui de la base avant tout, celui du terrain, celui de nos cultures professionnelles, celui de la rencontre avec « l'autre », celui qui nous apprend à travailler avec lui, cet enfant carencé, cet homme à la rue, cette femme sans emploi, cette personne handicapée,... Eux seuls ont à m'enseigner de la relation qui s'instaure et de la réforme nécessaire de mes pratiques et de ma posture professionnelle. Parce que l'expérience de la précarité, de la maladie, de la souffrance, elle est la réalité vécue de l'intérieure, celle de la subjectivité. Et toutes les réformes pensées entre technocrates et experts n'y changeront rien, sauf à dénier l'existence du « sujet » avec son manque à exister. Mais de cela ils n'en n'ont cure, ils veulent tellement le bien des autres qu'il semble nécessaire de leur rappeler en substance, ce que disait Kant, « *Il n'y a pas pire tyrannie que de vouloir le bien d'autrui* » !

Seulement tant que la politique ne reprendra pas sa forme initiale, celle de l'engagement à vivre ensemble et non dans un « entre soi », de réforme en réforme, notre démocratie risque de perdre encore de sa vitalité. Je rejoins ici l'assertion de Hannah Arendt, selon laquelle l'homme est un animal naturellement politique, en ce qu'il s'ingénie à vivre en collectivité. Cette existence n'étant rendue possible et plausible parce que l'homme est un être de paroles, condition même de la vie commune et du projet sociétal, « *la polis proprement dite n'est pas la cité en sa localisation physique, c'est l'organisation du peuple qui vient de ce que l'on agit, en parle ensemble. Le domaine politique naît directement de la communauté d'action, de la mise en commun des paroles et des actes.*»<sup>3</sup>

C'est donc la raison pour laquelle, j'engage de nouveau ici, ma parole résistante et politique, résistante non pas au changement mais au démantèlement de nos métiers. Il est prévu pour 2015, une nouvelle réforme !

A peine avons-nous « digérer » celle de 2007, qu'il nous faut défaire de nouveau ce qui a été fabriqué depuis sept ans, mais ceci n'est pas un problème en soi pour les professionnels que nous sommes, nos métiers demandent à ce que nous évaluions en permanence la rencontre éducative, sociale ou pédagogique. Mais au-delà d'un travail remis sur le métier à tisser, il s'agirait là d'œuvrer à l'effacement des identités.<sup>4</sup> En effet, quelques-uns qui détiennent le monopole de la décision quant à nos avenir, semblerait-il, viennent d'édifier un schéma qui tend à rationaliser la formation dans le secteur médicosocial. Nous ne parlerons plus selon eux de métiers mais de niveaux. Des techniciens aux auxiliaires, des travailleurs sociaux en passant par les experts, nous ne nous reconnaitrons plus à partir de nos différences et nos singularités mais à partir d'une unicité qui ne clarifie en rien nos « savoir-faire » si ce n'est de les confondre. En agissant de la sorte, c'est oublié que ce sont nos différences qui constituent notre permanence commune, «*La pluralité est la condition de l'action humaine, parce que nous sommes tous pareils, c'est-à-dire humains, sans que jamais personne soit identique à un autre homme ayant vécu, vivant ou encore à naître. [...] la pluralité humaine est la paradoxale pluralité d'êtres uniques.*»<sup>5</sup>

Mais alors, à propos de quel projet politique se réclame le démantèlement de nos métiers ? De quels constats part-il ? En quoi ceux-ci ont-ils partagé avec les professionnels et les personnes qui ont maille à partir avec les vicissitudes de la vie ? En bref, ont-ils consulté la base, nous ? Non, nous n'avons pas été consultés. A la question, «*Que reprochez-vous à l'UNAFORIS ?*», Gabrielle Garrigue répond, «*Nous critiquons l'opacité de son fonctionnement. Il n'est pas normal que les professionnels de terrain ne soient pas associés à des réflexions sur l'avenir des formations. Nous lui demandons simplement de respecter*

<sup>3</sup> Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*, éd. Pocket, 1983, p.231

<sup>4</sup> Laurence Lutton, *Ecrivez... ne vous laissez pas décrire*, psychasoc

<sup>5</sup> H. Arendt, Op. Cit., pp. 43-232

*un processus démocratique et d'ouvrir grandes ses portes aux professionnels et aux formateurs.»*<sup>6</sup>, je me trouve à la même enseigne que vous, chère collègue... L'éducatrice spécialisée et la formatrice que je suis, n'a pas été invitée à la parole et se confronte à un passage à l'acte inexplicé et d'une extrême violence !

Je pose les questions énoncées ci-dessus de nouveau, car je les ai également posées auprès de la directrice générale de ce réseau unique<sup>7</sup>, l'Union Nationale des Associations de Formation et de Recherche en Intervention Sociale, venue nous rencontrer en février dernier pour nous exposer ce qui est déjà pensé pour nous ! J'ai interrogé la provenance des sources qui permettaient de dire ce qu'elle affirmait à coup de « il faut ». Elle n'a pas su me répondre, en bref rien de scientifique dans ce qui était constaté mais plutôt une propension au scientisme qui consiste à vous laisser entendre que ce qui est dit est vrai, des vérités assénées du côté de l'idéologie. Notamment, pour illustrer ce que je viens d'écrire, selon ces « décideurs », les jeunes se perdraient parmi tous les métiers de notre secteur professionnel, ce qui selon eux, justifierait en partie la refonte des formations en travail social dont la finalité est de faire disparaître des métiers.

L'argument est aléatoire, on ne voit pas bien en quoi cela viendrait invalider des « savoir-faire » reconnus depuis des décennies par les politiques et qu'il faille faire table rase de l'Histoire des métiers du travail social.<sup>8</sup> L'Histoire, celle-ci même qui se trouve effacée du frontispice de ces organismes novateurs, là aussi, les leçons ne sont pas ou plus retenues, comme si le seul présent faisait force de loi et de décision, or l'action et le sens de l'action ne saurait se passer de cette dimension temporelle qu'est l'Histoire, « *L'action, dans la mesure où elle se consacre à fonder et maintenir des organismes politiques crée la condition du souvenir, c'est-à-dire de l'Histoire* »<sup>9</sup>. Histoire incorporée au sens « bourdieusien »<sup>10</sup>. Je ne saisis donc pas la propension à l'amnésie à laquelle on nous intime d'adhérer, comme si la socialisation historique connaissait une date de péremption !

Alors, puisque mes questions ne souffrent aucune réponse claire de la part de « ces décideurs zélés », je vais donc proposer ici, quelques hypothèses de compréhensions, issues de mes observations, de mes lectures, des échanges que j'ai pu avoir avec des collègues qui écrivent, qui réfléchissent et analysent ce qui se joue autour de nos métiers et dans nos secteurs d'intervention.

Comme le soulignait Robert Castel en 1995<sup>11</sup>, depuis plus de trente ans, la politique du retour à l'emploi est fondée sur un paradoxe selon lequel les politiques d'insertion dévouées au retour des demandeurs d'emploi sur le marché du travail n'intègrent pas mais dessinent des trajectoires aléatoires, constituées de ruptures... des trajectoires que Castel compare au mythe de Sisyphe, tout est toujours à refaire... Tout cela à l'appui de pléthore de contrats aidés qui sont venus en lieu et place se substituer aux carrières professionnelles, empêchant ainsi des trajectoires sociales ascendantes et permettant d'ouvrir des perspectives aux générations futures. Et les années 80 sont venues mettre un coup d'arrêt à ces progressions sociales pour entamer l'entreprise de la mise au ban des personnes sans qualification ou faiblement qualifiées. Les délocalisations industrielles ont poursuivi jusqu'à aujourd'hui, l'obsolescence des ouvriers qualifiés et spécialisés pour ne laisser place qu'à une économie essentiellement tertiaire. Aujourd'hui, la précarité professionnelle et sociale gagne de nouvelles classes sociales, notamment les classes moyennes et les jeunes gens diplômés de l'enseignement supérieur. Un chômage endémique et exponentiel malgré quelques embellies prédites et dont on ne pressent toujours pas les effets. Une histoire de chiffres là aussi pour réifier une réalité aussi diversifiée que vivante. Cette situation de crise de l'emploi a mené me semble-t-il à l'endroit même où nous nous situons aujourd'hui, la perte du sens et de l'essence de ce qu'est « avoir un métier » et non uniquement un emploi. Or, désormais nous ne parlons plus que d'employabilité. Les conseillers « pôle emploi », soumis eux aussi au « diktat » du chiffre<sup>12</sup>, sont sommés de gérer à la baisse le nombre de demandeurs d'emploi, et toutes les occasions sont bonnes à saisir. Vous voulez être manœuvre ou artisan, qu'à cela ne tienne, le marché de l'emploi demande des aides médico psychologiques, postulez<sup>13</sup> ! Il faut remplir opportunément là où il y a du vide, occuper les postes coûte que coûte... même au prix de la qualité professionnelle de la relation d'aide et de soin que l'on doit aux personnes. Et, peu importe le sens que le demandeur d'emploi met derrière sa trajectoire et ses désirs, il n'a plus d'histoire, il doit être employable.

Autre piste de réflexion, que signifient ces 80% de réussite au bac envisagé par les politiques en 1985, au-delà d'une volonté affichée de démocratisation de l'enseignement supérieur, on peut se poser la question du... « Et après ? » pour reprendre l'expression du sociologue Stéphane Beaud. Après ? Nous

<sup>6</sup> Gabrielle Garrigue, Op. Cit.

<sup>7</sup> Je me demande comment il est possible de se définir en tant que réseau dès lors que l'on se déclare unique ! Voir [www.unaforis.eu/](http://www.unaforis.eu/)

<sup>8</sup> A ce sujet, précisons que le discours entendu ce jour-là, nous intimait également d'oublier les « vieux éducateurs »

<sup>9</sup> H. Arendt, Op. Cit., p.43

<sup>10</sup> Stéphane Chevallier, Christiane Chauviré, *Dictionnaire Bourdieu*, éd. Ellipses, Paris, 2010, p.73, « *L'habitus est producteur d'actions, tout en étant lui-même produit par les conditionnements historique et social [...]* »

<sup>11</sup> Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale, une chronique du salariat*, éd. Gallimard, 1995

<sup>12</sup> Lire à ce sujet, *Le quai de Ouistreham* de Florence Aubenbas, éd. L'olivier, 2010, pp. 25-32

<sup>13</sup> Témoignage d'un collègue chef de service en foyer de vie qui quotidiennement reçoit des appels de pôle emploi pour lui envoyer des gens qui ne connaissent ni le secteur et encore moins le métier...

avons assisté à un appauvrissement de filières dédiées à la formation professionnelle au profit d'une massification de l'enseignement supérieur, de 1985 à 1995, nous sommes passés de 30 à 65% de bacheliers<sup>14</sup>. Des jeunes gens, issus des classes populaires, en errance dans les arcanes universitaires et dont les parcours seront chaotiques et n'ouvriront que peu de perspectives professionnelles et les ont renvoyés, in fine, pour grand nombre d'entre eux, à la case départ, le travail à l'usine (comme le père ou les parents) ou l'emploi précaire entrecoupé de périodes de chômage plus ou moins longues. A force de démocratisation, c'est aussi l'appauvrissement symbolique et monétaire des diplômes qui se trouve être à l'origine de la constitution d'une file d'attente reléguant ainsi les moins qualifiés vers la précarité et le chômage. On le voit clairement, depuis plusieurs années, s'agissant des candidats aux concours d'entrée aux métiers du social, qui illustrent le déplacement des compétences davantage académiques et ne sont plus celles acquises lors de trajectoires sociales et professionnelles. Ce qui demande à envisager l'acculturation aux métiers et aux secteurs du côté de la transformation des habitus scolaires. Ce sont souvent de jeunes gens issus de trajectoires universitaires ou jeunes bacheliers, souvent aux prises avec la question de la performance, plutôt qu'avec celle du sens à donner aux pratiques professionnelles. Ils se présentent aussi, indifféremment à plusieurs concours, assistant de service social, éducateur spécialisé, moniteur éducateur, aide médico psychologique,... Bref, ils cherchent de l'emploi, une sécurité pour l'avenir et on peut le comprendre dans une époque d'incertitudes et de précarités diverses. Alors, il s'agit pour nous de les mener vers le métier, que le Petit Robert définit ainsi, « *genre d'occupation manuelle ou mécanique qui a son utilité dans la société [...] Habileté technique (manuelle ou intellectuelle) que confère l'expérience d'un métier. V. Technique, expérience, habileté, maîtrise* », le métier, chez nous, les éducateurs, celui de l'impossible !

Ce métier qui s'inscrit aujourd'hui dans d'autres réalités sociétales et où la commande sociale prend appui sur des socles juridiques nouveaux (on pense ici à la loi 2002-2, notamment) et dont il ne s'agirait pas d'en détourner définitivement, le sens premier, celui de l'éducation et non de la réification de la réalité sociale, humaine, économique,... Ce qui me semble particulièrement inquiétant aujourd'hui, c'est la « prise à la lettre » ! On ne fait plus d'explications de texte, on applique. Je discutais, il y a peu, avec une connaissance qui est directeur d'une structure accueillant des enfants et adolescents, que l'on nomme juridiquement et administrativement « mineurs isolés étrangers ». Il me racontait qu'une éducatrice spécialisée, salariée de l'établissement, menaçait de porter plainte contre lui pour harcèlement, parce qu'il lui demandait d'être présente auprès des enfants dans le quotidien et donc de quitter la place qu'elle occupe sept heures d'affilée, derrière l'ordinateur où elle saisit à longueur de journées des projets et des bilans qui n'ont « ni queue, ni tête ». L'argument de cette jeune collègue se basant sur le fait que l'éducateur spécialisé est le concepteur des projets, qu'il coordonne et que sur le terrain de la relation, c'est l'affaire de nos collègues moniteurs éducateurs. C'est oublié, que le métier ne s'identifie pas seulement à l'aulne des domaines de compétences 3 et 4<sup>15</sup> ! La question de la relation et du projet éducatif, nous avons toujours à nous la poser et surtout à faire avec ce que cela produit en nous, cette drôle de rencontre entre « sujets » et la singularité de leur présence au monde, à des places différentes, où il ne s'agirait pas, à l'instar de ce que nous propose Joseph Rouzel<sup>16</sup>, d'aliéner l'« autre » mais de l'accompagner vers un franchissement qu'il est le seul à pouvoir en signifier le passage, d'une rive à l'autre. Ce passage, l'éducateur a à en éprouver l'expérience pour pouvoir ensuite en écrire quelque chose et en faire savoir le « savoir-faire » qui est le sien, dans ce que l'accompagnement a opéré et ne se sait que dans l'après-coup. C'est donc bien là, la question de la praxis qui est, me semble-t-il, incontournable pour produire un discours professionnel et le témoignage de la pratique d'un métier.

Alors que veut-on réformer dans l'art de la singularité de nos métiers ? En quoi la question des niveaux viendrait produire une quelconque amélioration dans l'existence de ces personnes aux prises avec la difficulté à exister dans une société qui les inscrit du côté des « sans »... ? Parce que notons tout de même que toutes ces réformes ne font aucun commentaire à l'adresse de ceux qui se coltinent nos présences professionnelles au cœur de leur quotidien...

Alors que voulez-vous donc réformer et dans l'intérêt de qui ? A qui destinez-vous clairement l'intention d'amélioration ? A quelle adresse ? Si c'est à l'adresse de la seule question de l'employabilité dans nos secteurs, vous vous trompez. Si c'est à l'adresse de nos métiers et dans la perspective de la transmission des cultures propres à chacune de nos identités professionnelles, alors nous vous ouvrons la porte et vous invitons à vous asseoir autour de la table pour que nous nous parlions... Quelle réforme se serait alors... enfin nous écouter !

Laurence Lutton

Cadre pédagogique

<sup>14</sup> Stéphane Beaud, *80% au bac... et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire*, éd. La découverte, 2003

<sup>15</sup> « Communication professionnelle en travail social » et « Implication dans les dynamiques partenariales, institutionnelles et interinstitutionnelles

<sup>16</sup> Joseph Rouzel, *Le travail d'éducateur spécialisé*, éd. Dunod, 3<sup>ème</sup> édition, Paris 2014, p.8